

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
MERCREDI 20 AVRIL 2022**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 22/276</b>  <b>CONVENTION AVEC L'INRAP RELATIVE A LA REALISATION D'UN DIAGNOSTIC D'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE SUR LE PORT DE L'AYGADE DU LEVANT - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

**ABSENTS :**

M. Robert BENEVENTI, M. Christian SIMON, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 22/276**

**BUREAU DU 20 AVRIL 2022**

**O B J E T : CONVENTION AVEC L'INRAP RELATIVE A LA  
REALISATION D'UN DIAGNOSTIC D'ARCHEOLOGIE  
PREVENTIVE SUR LE PORT DE L'AYGUADE DU  
LEVANT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article R 523-14 du Code du Patrimoine,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la lettre du Préfet du Var du 17 décembre 2020, informant la Métropole du potentiel archéologique du site des travaux,

**VU** la demande de diagnostic anticipé présentée par la Métropole auprès du Ministère de la Culture le 21 octobre 2021,

**VU** l'arrêté n°2021-368 du Ministre de la Culture du 4 novembre 2021 prescrivant le présent diagnostic d'archéologie préventive et attribuant sa réalisation à l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP),

**CONSIDERANT** que la mise en sécurité du port de l'Aiguade du Levant est soumise à autorisation au titre du Code de l'Environnement,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation présenté par la Métropole, le Ministère de la Culture a déclaré qu'il était susceptible de prescrire un diagnostic archéologique, au regard du potentiel archéologique du site des travaux,

**CONSIDERANT** que le Ministère de la Culture, au vu des caractéristiques du projet, a décidé de prescrire un diagnostic archéologique,

**CONSIDERANT** que l'INRAP a été désigné pour réaliser ce diagnostic,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de prévoir par une convention les conditions d'intervention de l'INRAP sur le port,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention jointe.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 20 avril 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**CONVENTION AVEC UN AMENAGEUR  
RELATIVE A LA REALISATION DU DIAGNOSTIC D'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE  
dénommé « Mise en sécurité du port de l'Aiguade du Levant »**

**n° D141244**

Entre

L'Institut national de recherches archéologiques préventives,  
Etablissement public national à caractère administratif créé par l'article L.523-1 du Code du Patrimoine et dont le statut est précisé aux articles R.545-24 et suivants du Code du Patrimoine tel que modifié par le décret n°2016-1126 du 11 août 2016,  
Dont le siège est situé : 121 rue d'Alésia - 75014 Paris,  
Représenté par son président, Monsieur Dominique GARCIA,

ci-dessous dénommé l'Inrap ou l'opérateur, d'une part

Et

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée,**  
dont le siège social est : Hôtel de la Métropole, 107 Bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9  
représentée par Hubert FALCO, Président, dûment habilité à cet effet par délibération du Bureau métropolitain du 25/04/2022,

ci-dessous dénommé(e) l'Aménageur, d'autre part

Vu le Titre II du Livre V du Code du Patrimoine, tel que modifié par la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et le décret n°2017-925 du 9 mai 2017 relatif aux procédures administratives en matière d'archéologie préventive et aux régimes de propriété des biens archéologiques,

Vu l'arrêté n°2021-368 du ministre de la Culture du 4 novembre 2021 prescrivant le présent diagnostic d'archéologie préventive et l'attribuant à l'Inrap, notifié à l'Aménageur et à l'Inrap le 4 novembre 2021,

**PREAMBULE**

Par les dispositions susvisées du Code du Patrimoine, l'Institut national de recherches archéologiques préventives a reçu mission de réaliser les opérations d'archéologie préventive prescrites par l'Etat. A ce titre, il est opérateur.

L'Inrap assure l'exploitation scientifique de ces opérations et la diffusion de leurs résultats. Il concourt à l'enseignement, à la diffusion culturelle et à la valorisation de l'archéologie et exerce toutes les activités qui se rattachent directement ou indirectement à l'accomplissement de ses missions et, notamment, par l'exploitation des droits directs et dérivés des résultats issus de ses activités.

En application de ces principes, l'Inrap, attributaire du diagnostic, doit intervenir préalablement à l'exécution des travaux projetés par l'Aménageur pour réaliser l'opération d'archéologie préventive prescrite. Il établit le projet scientifique d'intervention.

Il est précisé que l'Aménageur doit être entendu comme la personne qui projette d'exécuter les travaux, conformément à l'article R.523-3 du Code du Patrimoine.

L'opération de diagnostic est réalisée pour le compte de l'Aménageur, à l'occasion de son projet d'aménagement. Elle est un préalable nécessaire.

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT**

### **ARTICLE 1 - OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de réalisation par l'Institut national de recherches archéologiques préventives de l'opération de diagnostic décrite à l'article 3 ci-dessous, ainsi que l'ensemble des droits et obligations respectifs des deux parties dans le cadre de cette opération.

En tant qu'opérateur, l'Inrap assure la réalisation de l'opération dans le cadre du titre II du livre V du Code du Patrimoine. Il en établit le projet d'intervention et la réalise, conformément aux prescriptions de l'Etat. Il transmet la présente convention au préfet de région.

### **ARTICLE 2 - CONDITIONS ET DELAIS DE MISE A DISPOSITION DU TERRAIN PAR L'AMENAGEUR POUR LA REALISATION DE L'OPERATION**

#### **Article 2-1 - Conditions de mise à disposition du terrain**

##### **Article 2-1-1 - Conditions de libération matérielle et juridique**

En application des dispositions du Code du Patrimoine relatives à l'archéologie préventive susvisées, l'Aménageur est tenu de remettre le terrain à l'Inrap dans des conditions permettant d'effectuer l'opération. A cette fin, il met gracieusement à disposition le terrain constituant l'emprise du diagnostic et ses abords immédiats libérés de toutes contraintes d'accès et d'occupation sur les plans pratiques et juridiques. L'absence de toute contrainte consiste, sauf accord différent des parties, à libérer le terrain et ses abords immédiats de tous matériels, matériaux, stocks de terre, arbres, équipements et petites constructions et plus généralement tous éléments pouvant entraver le déroulement normal des opérations ou mettre en péril la sécurité du personnel.

Pendant toute la durée de l'opération, l'Inrap a la libre disposition du terrain constituant l'emprise du diagnostic mais s'engage à préserver les rotations des navettes reliant l'île au continent. L'Aménageur s'engage à ne pas intervenir sur le terrain pour les besoins de son propre aménagement sauf accord différent des parties et sous réserve des dispositions particulières précisées ci-après.

##### **Article 2-1-2 - Conditions tenant à la connaissance des réseaux**

En application de la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, il appartient à l'Aménageur de fournir obligatoirement à l'Inrap les demandes de travaux (à compter du 1er juillet 2012) avec les réponses des différents exploitants de réseau concernés.

L'Aménageur fait procéder à ses frais aux piquetages des réseaux existants et les maintient en bon état.

Il prend en charge les investigations complémentaires, par des prestataires, si la localisation est classée trop imprécise (Réseau classé B ou C).

##### **Article 2-1-3 - Conditions particulières**

Selon les informations communiquées par l'Aménageur, il n'existe pas de conditions particulières liées aux caractéristiques du terrain qui nécessitent une intervention de l'Aménageur, préalable à la mise à disposition du terrain.

Dans l'hypothèse où en cours de réalisation de l'opération, des caractéristiques du terrain, non transmis à l'Inrap se révélaient, l'Aménageur assumera le coût des interventions nécessaires et les parties en tireront toutes conséquences, notamment concernant les délais de réalisation de l'opération.

#### **Article 2-2 - Délai de mise à disposition du terrain et procès verbal de mise à disposition du terrain**

L'Aménageur s'engage à mettre le terrain à la disposition de l'Inrap dans des conditions permettant d'effectuer l'opération archéologique, telles qu'elles sont précisées à l'article 2, au plus tard le 02/05/2022. Tout report devra être précisé par avenant.

La carence de l'Aménageur dans l'établissement des demandes de travaux en application de la réglementation sur la connaissance des réseaux provoquant un dépassement de la date ci-dessus entrainera le versement des pénalités de retard prévues à l'article 8.

Au moment de l'occupation du terrain, l'Inrap dresse un procès verbal de mise à disposition du terrain constituant l'emprise du diagnostic, de façon contradictoire en présence d'un représentant de l'Aménageur, en deux exemplaires originaux dont l'un sera remis à l'Aménageur. Ce procès verbal a un double objet :

- il constate le respect du délai et la possibilité pour l'Inrap d'occuper le terrain constituant l'emprise du diagnostic qui, en conséquence, est placé sous sa garde et sa responsabilité,
- il constate le respect de l'ensemble des conditions de mise à disposition de ce terrain prévues au présent article.

Dans le cas où l'Aménageur est dans l'impossibilité de se faire représenter sur les lieux, il en prévient l'Inrap au moins une semaine avant, et l'établissement peut, en accord avec l'Aménageur, adresser le procès-verbal de mise à disposition du terrain à ce dernier par lettre recommandée avec accusé de réception, à charge pour l'Aménageur de le retourner signé à la direction interrégionale.

En cas de désaccord entre l'Inrap et l'Aménageur sur ce procès-verbal ou en cas de refus de l'Aménageur de le signer, l'Inrap se réserve la possibilité de faire constater par huissier, à ses frais, l'état du terrain. L'Inrap adressera ce constat d'huissier à l'Aménageur dont les parties conviennent qu'il vaudra procès-verbal de début de chantier.

L'accès au terrain et son occupation sont maintenus et garantis par l'Aménageur pendant toute la durée de l'opération archéologique à partir de la mise à disposition du terrain constatée par le procès verbal prévu ci-dessus et jusqu'à l'établissement du procès verbal de fin de chantier mentionné à l'article 7-1 ci-dessous.

Toute gêne ou immobilisation des équipes de l'Inrap en début de chantier notamment pour des motifs d'inaccessibilité du terrain entraînera un report automatique du calendrier de réalisation de l'opération prévu à l'article 4 ci-dessous, lequel sera constaté dans le procès verbal de mise à disposition ; la date de ce report de mise à disposition du terrain sera fixée d'un commun accord entre les parties. Dans cette hypothèse, les pénalités de retard prévues à l'article 8 seront dues par l'Aménageur. Dans la mesure où cela interviendrait en cours de chantier, l'Inrap le signalera par courrier en recommandé avec accusé de réception à l'Aménageur. Le report de calendrier se réalisera également de façon automatique.

#### **Article 2-3 - Situation juridique de l'Aménageur au regard du terrain**

L'Aménageur n'est pas propriétaire du terrain mais est titulaire d'un droit d'occupation du terrain sur le fondement de la concession d'utilisation du domaine public maritime en dehors des ports, lui permettant expressément de pénétrer sur le terrain, lui-même ou par l'intermédiaire d'un tiers, notamment pour la réalisation des opérations d'archéologie préventive prescrites.

L'Aménageur garantit à l'Inrap avoir fait son affaire de toutes les autorisations nécessaires pour la réalisation de son projet d'aménagement et à l'intervention de l'établissement auprès des autorités compétentes en cas de contraintes environnementales liées à celui-ci (ONF, Natura 2000, zones classées ...). Le cas échéant, il communique à l'établissement les recommandations éventuelles qui s'imposeraient à lui pour la réalisation de l'opération objet de la présente.

### **ARTICLE 3 - DESCRIPTION DE L'OPERATION**

#### **Article 3-1 - Nature de l'opération**

L'opération d'archéologie préventive objet de la présente convention est constituée des travaux de diagnostic (phase de terrain et phase d'étude aux fins d'élaboration du rapport de diagnostic) décrits dans le projet scientifique d'intervention en annexe 3. Le projet scientifique d'intervention répond à l'arrêté de prescription de diagnostic qui définit la nature de l'opération comme suit :

- Tranche 1 : Etude documentaire
- Tranche 2 : Prospection visuelle et réalisation de sondages archéologiques
- Tranche 3 : Synthèse et rapport d'opération

#### **Article 3-2 - Localisation de l'opération**

La localisation de l'emprise du diagnostic –qui est définie par l'arrêté de prescription- est présentée en annexe 2 avec le plan correspondant qui a été fourni ou validé par le service de l'Etat ayant prescrit le diagnostic.

### **ARTICLE 4 - DELAIS DE REALISATION DU DIAGNOSTIC ET DE REMISE DU RAPPORT DE DIAGNOSTIC**

D'un commun accord, l'Inrap et l'Aménageur conviennent du calendrier défini ci-après. En application de l'article R.523-60 du Code du Patrimoine, l'Inrap fera connaître aux services de l'Etat (Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines) les dates de début et de fin du diagnostic au moins cinq jours ouvrables avant le début de l'opération.

Toute gêne ou immobilisation des équipes de l'Inrap en cours de chantier, y compris dans le cas de découverte fortuite de réseaux, entraînera un report automatique du calendrier de réalisation de l'opération. L'Inrap signalera l'évènement, par tous moyens doublé d'un courrier en recommandé avec accusé de réception à l'Aménageur.

Il est précisé que dans le cas évoqué de découverte fortuite de réseaux, l'Aménageur prendra en charge les investigations complémentaires et nécessaires ; les délais d'intervention de l'Inrap seront automatiquement augmentés du délai de celles-ci.

Aucune pénalité de retard de ce fait ne pourra être réclamée à l'Inrap.

#### **Article 4-1 - Date de début de l'opération**

D'un commun accord entre les parties, la date de début de l'opération est le 02/05/2022.

Cette date est subordonnée :



-D'une part, à la mise à disposition des terrains dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus permettant à l'Inrap de se livrer à l'opération de diagnostic prescrite,  
-d'autre part, à la désignation du responsable scientifique de l'opération par l'Etat  
-et enfin, à la signature de la présente convention.

#### **Article 4-2 - Durée de réalisation et date d'achèvement de l'opération**

L'opération sur le terrain sera achevée au plus tard le 13/05/2022 compte tenu de la date fixée à l'article 2-2. Cette date pourra notamment être modifiée dans les cas et aux conditions prévus à l'article 4-4 ci-dessous.

Lorsqu'il cesse d'occuper le terrain, l'Inrap dresse un procès verbal de fin de chantier dans les conditions précisées à l'article 7-1 de la présente convention.

#### **Article 4-3 - Date de remise du rapport de diagnostic**

D'un commun accord, les parties conviennent que la date de remise du rapport de diagnostic par l'Inrap au Drassm est fixée au 13/08/2022 au plus tard compte tenu de la date fixée à l'article 2-2 (3 mois à l'issue de la phase terrain).

Le ministère de la Culture portera le rapport final à la connaissance de l'Aménageur.

#### **Article 4-4 - Conditions de modification du calendrier de l'opération archéologique en raison de circonstances particulières**

En cas de circonstances particulières affectant la conduite du chantier, notamment en ce qui concerne le calendrier de l'opération, l'Inrap ou l'Aménageur organise dans les meilleurs délais une réunion entre les parties concernées pour convenir des nouvelles modalités de l'opération et de leurs conséquences, lesquelles seront définies obligatoirement par avenant.

Les circonstances particulières pouvant affecter le calendrier de l'opération sont celles qui affectent la conduite normale du chantier, telles que notamment :

- les contraintes techniques liées à la nature du sous-sol,
- et les circonstances suivantes : intempéries, pollution du terrain, aléas imprévisibles et, de manière générale, en cas de force majeure, lesquelles rendent inexigibles les pénalités de retard.

Il est précisé que les intempéries (nature et période) doivent s'entendre au sens des articles L.5424-6 à L. 5424-9 du Code du Travail.

### **ARTICLE 5 - PREPARATION ET REALISATION DE L'OPERATION (PHASE DE TERRAIN)**

#### **Article 5-1 - Travaux et prestations réalisés par ou pour le compte de l'Inrap**

##### **Article 5-1-1 - Principe**

L'Inrap effectue les seuls travaux et prestations indispensables à la réalisation de l'opération archéologique dans le cadre du titre II du livre V du Code du Patrimoine susvisé, directement ou indirectement par l'intermédiaire de prestataires / entreprises qu'il choisit et contrôle conformément à la réglementation applicable à la commande publique ou dans le cadre de collaboration scientifique avec d'éventuels d'organismes partenaires.

Il fait son affaire de toute démarche administrative liée à l'exercice de ses travaux et prestations, notamment les déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT).

### **Article 5-1-2 - Installations nécessaires à l'INRAP et signalisation de l'opération**

L'Inrap ainsi que ses prestataires / entreprises ou partenaires peuvent installer sur le chantier tout cantonnement utile à la réalisation de l'opération.

L'Inrap peut installer tout panneau de chantier destiné à signaler au public son intervention sur le site.

### **Article 5-1-3 - Hygiène et sécurité des personnels**

En conformité avec le décret du 11 janvier 2011, l'Inrap rédige un Plan de Prévention des Risques (PPR).

Dans le cas où l'Aménageur est entreprise utilisatrice et que le chantier ne peut être isolé de l'activité du site, un plan de prévention sera établi entre l'Aménageur et l'Inrap.

### **Article 5-2 - Engagements de l'Aménageur**

Il est préalablement rappelé que, conformément à l'article R. 523-32 du Code du Patrimoine, la convention ne peut avoir pour effet la prise en charge, par l'Inrap, de travaux ou d'aménagements du chantier qu'impliquait, en tout état de cause, la réalisation du projet de l'Aménageur.

Outre les travaux et aménagements qu'impliquait la réalisation de son propre projet, l'Aménageur s'engage à :

- faire son affaire de toutes les questions liées à l'occupation temporaire des terrains, de leurs abords et de leurs voies d'accès,
- fournir à l'Inrap tous renseignements utiles relatifs aux ouvrages privés situés dans ou sous l'emprise des terrains fouillés (canalisations,...) et à leurs exploitants,
- fournir à l'Inrap copie des analyses de sol et des éventuels rapports de pollutions,
- fournir à l'Inrap le projet d'aménagement, le plan topographique,
- fournir à l'Inrap copie de l'étude géotechnique,
- fournir à l'Inrap les données géophysiques collectées pour son compte,
- fournir à l'Inrap les analyses et éventuels rapports de dépollution pyrotechnique.

### **Article 5-3 - Engagements de l'Inrap en matière d'environnement et de développement durable**

L'Inrap intègre le développement durable et la préservation de l'environnement à sa démarche scientifique et administrative. A cette fin, il définit et met en œuvre des mesures de protection dans le cadre de la réalisation des opérations de diagnostic d'archéologie préventive.

### **Article 5-4 - Conditions de restitution du terrain à l'issue de l'opération**

A l'issue de l'opération, l'Inrap procède à un rebouchage sommaire. Tous travaux ou études relatifs à la capacité du sol en place au regard de la construction projetée sont à la charge de l'Aménageur.

## **ARTICLE 6 - REPRESENTATION DE L'INRAP ET DE L'AMENAGEUR SUR LE TERRAIN - CONCERTATION**

Les personnes habilitées à représenter l'Inrap auprès de l'Aménageur, notamment pour la signature des procès verbaux mentionnés ci-dessus, sont :

Monsieur Dominique Garcia, Président Directeur Général de l'Inrap ou la personne ayant reçu délégation à cette fin.

Les personnes habilitées à représenter l'Aménageur auprès de l'Inrap, notamment pour la signature des procès verbaux mentionnés ci-dessus, sont :

M. Jean Philippe LE FUR, en sa qualité de Directeur des Ports de la Métropole,  
M. Philippe PASQUINI, en sa qualité de responsable du port de l'Ayguade du Levant.

ou la personne ayant reçu délégation à cette fin.

## **ARTICLE 7 – FIN DE L'OPERATION**

### **Article 7-1 – Procès verbal de fin de chantier**

Lorsqu'il cesse d'occuper le terrain constituant l'emprise du diagnostic, l'Inrap dresse un procès verbal de fin de chantier, de façon contradictoire en présence d'un représentant de l'Aménageur, en deux exemplaires originaux dont l'un est remis à l'Aménageur.

Ce procès-verbal a un triple objet :

- il constate la cessation de l'occupation par l'Inrap,
- il constate également l'accomplissement des obligations prévues par la présente convention et le cas échéant les apports consentis par l'Aménageur,
- il mentionne, le cas échéant, les réserves formulées par l'Aménageur, sans pour autant que celles-ci fassent obstacles au transfert de garde. Dans ce cas, un nouveau procès verbal constatera la levée de ces réserves.

A défaut pour l'Aménageur de se faire représenter sur les lieux, l'Inrap peut, en accord avec l'Aménageur, adresser le procès-verbal de fin de chantier à ce dernier par lettre recommandée avec accusé de réception à charge pour l'Aménageur de le retourner signé à la direction interrégionale dans les meilleurs délais.

En cas de désaccord entre l'Inrap et l'Aménageur sur ce procès-verbal ou en cas de refus de l'Aménageur de le signer, l'Inrap se réserve la possibilité de faire constater par huissier, à ses frais, l'état du terrain. L'Inrap adressera ce constat d'huissier à l'Aménageur dont les parties conviennent qu'il vaudra procès-verbal de fin de chantier.

### **Article 7-2 – Contrainte archéologique**

Le procès-verbal de fin de chantier ne vaut pas libération du terrain ni autorisation de réalisation des travaux projetés par l'Aménageur.

Il appartient au ministre de la Culture, qui en informera directement l'Aménageur, de déterminer les suites à donner au présent diagnostic dans les conditions prévues par l'article R. 523-19 du Code du Patrimoine.

## **ARTICLE 8 – CONSEQUENCES POUR LES PARTIES DE DEPASSEMENT DES DELAIS FIXES PAR LA CONVENTION – PENALITES DE RETARD**

### **Article 8-1 – Domaine d'application des pénalités de retard**

En application de l'article R. 523-31-4° du Code du Patrimoine, le dispositif de pénalités de retard s'applique :

- en cas de dépassement par l'Aménageur des délais fixés à l'article 2-2 ci-dessus,
- en cas de dépassement par l'Inrap des délais fixés aux articles 4-2 et 4-3 ci-dessus.

Aucune pénalité de retard ne peut être réclamée pour tout autre retard qui ne serait pas imputable à la partie concernée et notamment en cas de circonstances particulières telles que définies par l'article 4-4 ci-dessus.

## **Article 8-2 – Montant, calcul et paiement des pénalités de retard**

La pénalité due par l'Aménageur sera de 1 € par jour ouvré de retard au-delà de la date de mise à disposition du terrain prévue à l'article 2-2. Le nombre de jours à prendre en compte sera celui découlant de la date effective de mise à disposition du terrain constatée sur le procès verbal correspondant.

Les pénalités seront déclenchées après mise en demeure de l'Inrap.

La pénalité due par l'Inrap sera de 1 € par jour ouvré de retard au-delà des délais prévus aux articles 4-2 et 4-3 (délais de réalisation de l'opération et date de remise du rapport de diagnostic). Le nombre de jours à prendre en compte sera celui découlant de la date effective de fin de l'opération sur le terrain, constatée sur le procès verbal de fin de chantier ou de la date de remise du rapport de diagnostic par l'Inrap au préfet de région.

Les pénalités seront déclenchées après mise en demeure de l'Aménageur.

## **ARTICLE 9 – COMMUNICATIONS SCIENTIFIQUE - VALORISATION**

Aux fins d'exercice de ses missions de service public d'exploitation scientifique des opérations d'archéologie préventive et de diffusion de leurs résultats, de concours à la diffusion culturelle et à la valorisation de l'archéologie, l'Inrap exerce toutes les activités qui se rattachent directement ou indirectement à l'accomplissement de ses missions et exploite les droits directs et dérivés des résultats qui en sont issus. Il est titulaire des droits d'auteur afférents aux œuvres créées dans le cadre de l'exercice de ses missions de service public. Il diffuse les résultats scientifiques de ses opérations selon les modalités qu'il juge appropriées.

### **Article 9-1 – Réalisation de prises de vue photographique et de tournages**

1) Dans le cadre de l'exercice de ses missions de service public, et dans la mesure où lui seul peut autoriser l'entrée sur les chantiers archéologiques placés sous sa responsabilité et dans le cadre de la garde des objets mobiliers provenant de l'opération archéologique qui lui est confiée, l'Inrap peut librement :

- réaliser lui-même, directement ou par l'intermédiaire de prestataires, des prises de vues photographiques et des tournages, quels qu'en soient les procédés et les supports, et exploiter les images ainsi obtenues quelle qu'en soit la destination,
- autoriser des tiers à réaliser eux-mêmes, directement ou par l'intermédiaire de prestataires, des prises de vues photographiques et des tournages et à exploiter ces images, nonobstant les autres autorisations éventuellement nécessaires – en particulier en ce qui concerne la propriété des objets mobiliers et vestiges immobiliers photographiés ou filmés – dont ces tiers devront faire leur affaire auprès des ayants droit (services de l'Etat, propriétaire du terrain,...).

2) La réalisation de prises de vues photographiques ou de tournages par l'Aménageur sur le présent chantier archéologique, est soumis à l'accord préalable du responsable scientifique de l'opération à l'Inrap pour la définition des meilleures conditions de ces prises de vues ou tournages, eu égard au respect des règles de sécurité inhérentes au chantier et au plan de prévention établi entre l'Inrap et l'équipe de tournage, aux caractéristiques scientifiques et au planning de l'opération. Cette démarche vaut quels que soient les procédés, les supports et la destination des images, et nonobstant les autres autorisations éventuellement nécessaires – en particulier en ce qui concerne le droit à l'image des archéologues présents sur le site, la propriété des objets mobiliers et vestiges immobiliers photographiés ou filmés – dont l'Aménageur devra faire son affaire.

## **Article 9-2 – Actions de communication locale autour du chantier**

Lorsque l'implantation et la nature de l'opération archéologique le justifient, l'Inrap mettra en place un dispositif d'information sur cette opération, son objet et ses modalités, auquel l'Aménageur pourra éventuellement s'associer.

## **Article 9-3 – Actions de valorisation ou de communication autour de l'opération**

L'Inrap et l'Aménageur pourront convenir de coopérer à toute action de communication ou de valorisation de la présente opération et de ses résultats, notamment par convention particulière à laquelle d'autres partenaires pourront être associés. Cette convention définira la nature et les modalités de réalisation de l'action que les parties souhaitent conduire, ainsi que les modalités de son financement.

## **ARTICLE 10 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Pour toute contestation pouvant naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, attribution de compétence est donnée au tribunal administratif de Marseille après épuisement des voies de règlement amiable.

## **ARTICLE 11 – PIECES CONSTITUTIVES DE LA CONVENTION**

La convention comprend le présent document et les annexes suivantes :

- annexe 1 : Fiche descriptive de l'opération archéologique
- annexe 2 : Plan du terrain constituant l'emprise du diagnostic
- annexe 3 : Projet scientifique d'intervention

Fait en deux exemplaires originaux  
A Paris,  
Le

Pour l'Institut national de recherches  
archéologiques préventives,

Le Président,  
M. Dominique GARCIA,

A Toulon,  
Le

Pour la Métropole Toulon Provence  
Méditerranée,

Le Président,  
M. Hubert FALCO

P/O  
Institut national de recherches  
archéologiques préventives Inrap<sup>+</sup>  
Direction scientifique et technique  
Recherche et valorisation scientifique  
Giulia De Palma  
DIRECTRICE ADJOINTE



**ANNEXE 1**  
**Fiche descriptive de l'opération archéologique**

**Nature :** diagnostic

**Durée :** 8 jours de terrain

**Responsable scientifique :** Alex Sabastia

**Nombre maximum de personnes pouvant composer l'équipe archéologique de l'INRAP (à titre prévisionnel) :** 6

---

**ANNEXE 2**  
**Plan de l'emprise du diagnostic**

**Département :** 83

**Commune :** Hyères

- **Lieu-dit :** Île du Levant, port de l'Aiguade du Levant

**Références cadastrales :** J 1752, J 1751 et Domaine public maritime portuaire

**Surface totale de l'emprise du diagnostic :** 2 000 m<sup>2</sup>

Cordonnées et carte de la zone d'emprise du diagnostic d'après l'arrêté du ministère de la Culture

Points	Latitude	Longitude
A	43°00.911'N	006°26.064'E
B	43°00.904'N	006°26.035'E
C	43°00.931'N	006°25.985'E
D	43°00.953'N	006°26.042'E



---

**ANNEXE 3**  
**Projet scientifique d'intervention**

---



**ANNEXE 4 :**  
**Justificatif habilitant le représentant de l'Aménageur à signer la convention**  
*(Délibération du Bureau Métropolitain)*

---



# MINISTÈRE DE LA CULTURE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale  
des patrimoines  
et de l'architecture

Département  
des recherches  
archéologiques  
subaquatiques et  
sous-marines

Affaire suivie par  
Marine SADANIA

Poste  
04 91 14 09 56  
[marine.sadania@culture.gouv.fr](mailto:marine.sadania@culture.gouv.fr)

Références  
Dp 1584

DRASSM  
147, plage de l'Estaque  
13016 MARSEILLE  
(France)  
Tél. +33 (0)4 91 14 28 00  
Fax +33 (0)4 91 14 28 14  
[le-drassm@culture.gouv.fr](mailto:le-drassm@culture.gouv.fr)

Arrêté n° 2021-368 du 04/11/2021  
relatif à une opération de diagnostic archéologique  
dans le domaine public maritime  
Code Patriarche : OA 30 4897

## LA MINISTRE

### VU le code du patrimoine,

VU l'arrêté du 4 janvier 1996 portant création du Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (DRASSM) ;

VU l'arrêté du 16 décembre 1998 érigeant le Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines en service à compétence nationale ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et fouilles archéologiques ;

VU l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

VU l'arrêté de la Ministre de la culture en date du 29 juillet 2021 portant nomination du chef du service à compétence nationale « Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines » ;

VU la demande d'avis de la Direction départementale des territoires et de la mer du Var du 18 août 2020, au titre de l'archéologie préventive, concernant le projet de mise en sécurité du port de l'Aiguade de l'île du Levant à Hyères (Var), déposé par la Métropole Toulon Provence Méditerranée (107 boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 Toulon cedex 9), dont l'emprise s'élève à 4 000 m<sup>2</sup> ;

VU l'avis du DRASSM, du 14 septembre 2020, au titre de l'archéologie préventive concernant ce projet ;

VU la demande de compléments du DRASSM, du 05 août 2021, au titre de l'archéologie préventive concernant ce projet ;

VU les compléments reçus par courrier, le 25 octobre 2021, au sujet de l'emprise du projet ;

**CONSIDERANT** que le projet d'aménagement se situe dans un secteur où la sensibilité archéologique est élevée ;

**CONSIDERANT** que la nature et la localisation des travaux envisagés sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique dans le domaine public maritime, en l'occurrence des biens culturels maritimes ;

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de mettre en évidence et de caractériser le nombre, la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents dans la zone impactée par le projet d'aménagement et de déterminer les mesures de conservation et de sauvegarde par l'étude dont ils doivent faire l'objet ;

## ARRETE

### Article 1 :

Un diagnostic archéologique sera réalisé sur le domaine public maritime faisant l'objet des travaux susvisés et situés comme suit :

- Façade maritime : Méditerranée
- Région : Région Sud (PACA)
- Département : Var
- Commune : Hyères

Coordonnées de la zone d'emprise du diagnostic établie d'après les informations transmises par l'aménageur (exprimées en WGS 84, degrés, minutes, décimales) :

Points	Latitude	Longitude
A	43°00.911'N	006°26.064'E
B	43°00.904'N	006°26.035'E
C	43°00.931'N	006°25.985'E
D	43°00.953'N	006°26.042'E

### Emprise des travaux

L'emprise du projet dans le domaine public maritime porte sur 4 000 m<sup>2</sup>.

La prescription de diagnostic archéologique porte donc sur 2 000 m<sup>2</sup>.

### Article 2 :

#### Objectifs scientifiques

L'objectif de cette prescription sera de vérifier la présence de vestiges archéologiques conservés dans l'emprise de l'aménagement et de caractériser aussi précisément que possible la nature, la chronologie, l'extension spatiale, la profondeur d'enfouissement et l'état de conservation des biens culturels maritimes. Il s'agira également de réunir les arguments justifiant la prescription d'une éventuelle opération de fouille préventive.

### Article 3 :

#### Potentialités archéologiques

Les travaux projetés se situent dans une zone à fort potentiel archéologique. L'archipel des îles d'Hyères dont fait partie l'île du Levant constitue une aire maritime très fréquentée. Dès l'Antiquité, l'île de Levant que l'on retrouve sous le nom *Hypaea* est occupée par l'Homme. Les gisements antiques sur l'île sont assez nombreux et attestés dès le VI-V<sup>e</sup> siècle av. J.-C. En outre, plusieurs navires ont fait naufrage autour de l'île dont certains ont d'ores et déjà fait l'objet d'études notamment l'épave de la *Slava Rossii* (1780) ou encore du Titan (I<sup>er</sup> av. J.-C.). Ainsi une cinquantaine d'entités archéologiques sont référencées dans la carte archéologique nationale (partie terrestre et DPM).

Compte-tenu de l'intensité de l'activité maritime, attestée à différentes périodes, dans ce secteur, celui-ci est susceptible de receler des épaves et/ou des vestiges de toutes natures relevant du statut juridique des biens culturels maritimes.

### Article 4 :

Ce diagnostic comprendra trois tranches :

#### Tranche 1 – Etude documentaire

Cette tranche sera consacrée à la réalisation d'une étude documentaire qui devra être conduite avant la tranche 3.

Ce travail comprendra notamment un dépouillement de la bibliographie, des sources imprimées et des sources textuelles ayant trait au secteur. Des enquêtes ciblées dans les centres d'archives régionaux pourront être effectuées (archives municipales, départementales, etc.). Une recherche et une analyse des sources iconographiques existantes seront conduites (carte, plan, croquis de peintre, tableaux, carte postale, gravure, etc.).

Un focus particulier concernera la documentation des navires servant de brise-lames notamment l'épave du *Polyphème* et l'épave du *Benzène* (EA 817).

Cette étape visera à la rédaction d'un rapport de synthèse des sources archéologiques, textuelles et iconographiques qui illustrent la fréquentation humaine de cette partie de l'île depuis l'Antiquité jusqu'à l'époque contemporaine et permettra, le cas échéant, de préciser l'implantation des sondages de la tranche 3.

## **Tranche 2 – Réalisation d'une prospection et de sondages archéologiques**

La tranche 3 sera consacrée à la réalisation d'une prospection visuelle ciblée ainsi qu'à l'ouverture de plusieurs sondages archéologiques.

L'emplacement du quai Ro-Ro et du tenon devront faire l'objet d'une prospection visuelle systématique. Ces aménagements couvrent une superficie d'environ 500 m<sup>2</sup>. Cette prospection, réalisée de manière méthodique, aura pour objectif de mettre en évidence d'éventuels vestiges apparents. Ce premier regard pourra permettre de guider l'implantation des sondages. Les mobiliers repérés en surface seront dans un premier temps positionnés et documentés *in situ* puis prélevés pour étude et enregistrement (inventaire, mesures, dessins, etc.). A cette occasion, une couverture photographique au drone sera réalisée pour documenter l'épave du *Benzène* (EA 817) avant sa destruction totale.

Deux sondages de 1 m x 1 m x 1 m devront être ouverts à l'emplacement du « quai Ro-Ro » ainsi que deux sondages de même dimension seront ouverts à l'emplacement du « tenon ».

Chaque sondage fera l'objet d'une documentation détaillée (relevés, coupes stratigraphiques, dessins, photographies, etc.). Un recours éventuel à la photogrammétrie sera envisagé en fonction de la nature des résultats. Les mobiliers archéologiques mis au jour durant ce diagnostic devront être prélevés et étudiés avec attention. Chaque sondage sera rebouché avec soin.

## **Tranche 4 – Rédaction du rapport d'opération**

Ce diagnostic archéologique s'achèvera par la remise d'un rapport synthétisant l'ensemble de la documentation rassemblée ainsi qu'une analyse argumentée des données recueillies. Le rapport d'opération devra notamment comporter une liste détaillée des archives consultées, et le cas échéant, un inventaire des mobiliers mis au jour ainsi que des représentations cartographiques.

### **Article 5 :**

Tout vestige archéologique d'importance devra être signalé dans les plus brefs délais au Directeur du DRASSM, notamment ceux en matériaux organique ou métallique. En application de l'article L. 546-1 du code du patrimoine : « Lors de toute opération archéologique, le responsable de l'opération assure, sous le contrôle scientifique et technique de l'État, la conservation des biens archéologiques mis au jour et prend les mesures nécessaires à leur mise en état pour étude. Il confie les opérations de conservation préventive et curative à un personnel qualifié qui les réalise sous le contrôle scientifique et technique de l'État ».

### **Article 6 :**

La réalisation du diagnostic est confiée à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap), 121 rue d'Alésia, CS 20007, 75685 Paris Cedex 14. Les conditions de sa réalisation seront fixées en accord avec le DRASSM.

Après désignation du responsable scientifique par l'État, la prescription de diagnostic sera exécutée conformément au projet scientifique d'intervention élaboré par l'Inrap, après sa validation par le DRASSM et sur la base des objectifs scientifiques et des principes méthodologiques définis dans le présent arrêté.

### **Article 7 :**

Les interventions s'effectueront conformément au *Manuel des procédures de sécurité en milieu hyperbare applicable aux activités placées sous le contrôle du DRASSM*, (qui peut être téléchargeable sur le site du ministère chargé de la Culture : <https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Archeologie/Archeologie-sous-les-eaux/Documentation-scientifique-technique>), ou à tout autre manuel de procédures en conformité avec la législation en vigueur.

### **Article 8 :**

Le Directeur du Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Hubert Falco, Président de Toulon Provence Méditerranée et à M. Dominique GARCIA, Président de l'Institut national de recherches archéologiques préventives.

Fait à Marseille, le 04 novembre 2021

Pour la Ministre et par délégation,

Le Directeur du Département des Recherches  
Archéologiques Subaquatiques et Sous-Marines

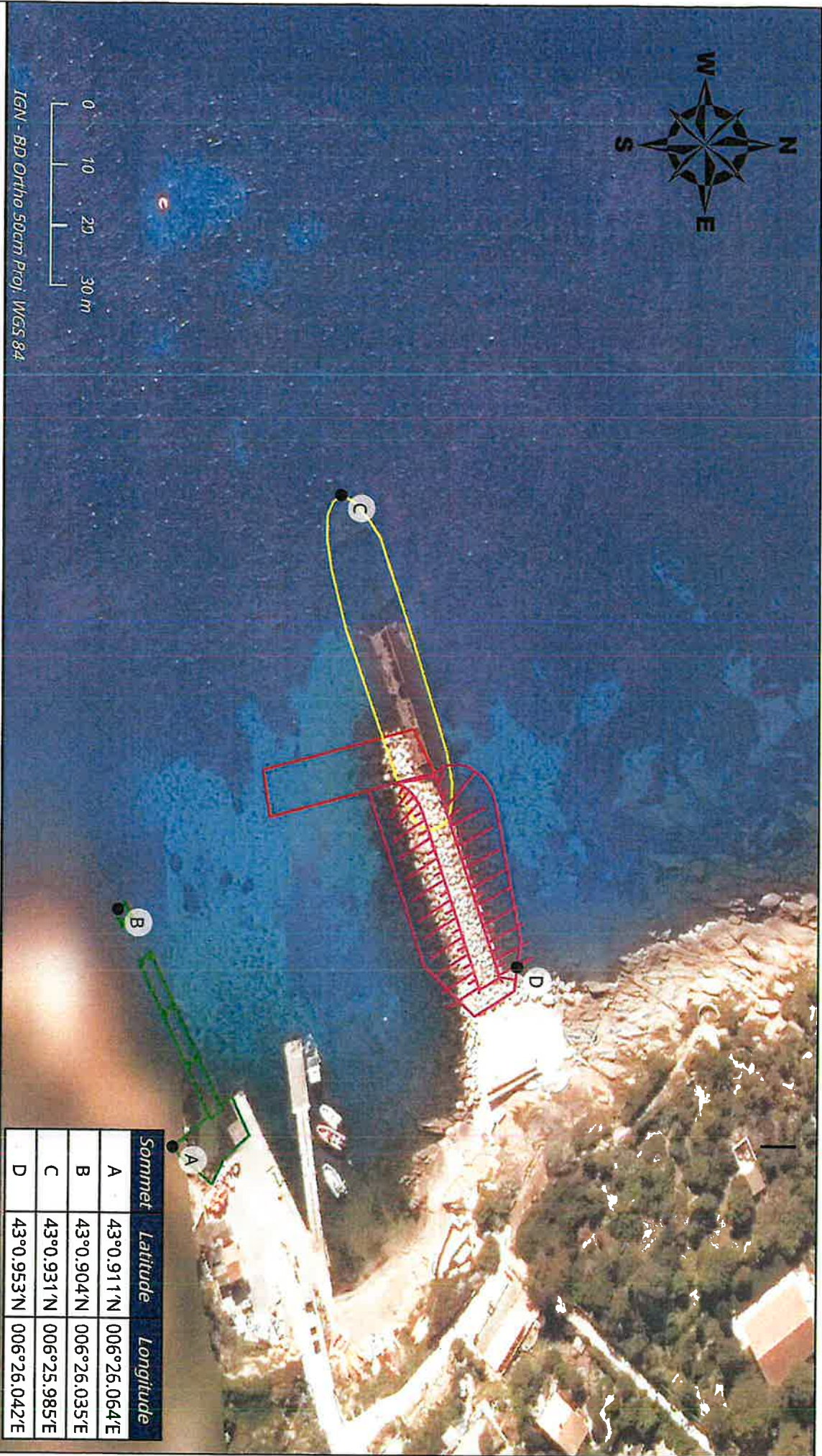
  
Arnaud SCHAUMASSE

***Annexe 1 : Plan de l'emprise du diagnostic archéologique***

***Copies :***

- *DDTM du Var,*
- *Préfecture maritime de la Méditerranée,*
- *Parc national de Port-Cros*
- *MC/SDA*





Sommet	Latitude	Longitude
A	43°0.911'N	006°26.064'E
B	43°0.904'N	006°26.035'E
C	43°0.931'N	006°25.985'E
D	43°0.953'N	006°26.042'E

Mise en sécurité du port de l'Aguaade

Île du Levant à Hyères

DP 1584 - OA 30 4897 - Arrêté de diagnostic n°2021-368

Hyères

Emprise de diagnostic archéologique dans le domaine public maritime

Département des Recherches Archéologiques

Subaquatiques et Sous-Marines



26 octobre 2021



**PRÉFET  
DU VAR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer du Var**

Service Mer et Littoral  
Bureau Environnement Marin  
Vanessa GROSSO  
vanessa.grosso@var.gouv.fr  
04 94 46 81 76  
DEM n° 2020-162

Toulon, le **17 DEC. 2020**

Le préfet

à

Monsieur le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
107 boulevard Henri Fabre  
BP 536  
83 041 Toulon cedex 9

Objet : Port de l'Aiguade - île du Levant - Projet de mise en sécurité du port et de création d'une zone de mouillages organisés - Demande de compléments.  
Référence : Dossier d'autorisation environnementale n°83-2020-00145.  
Pièce jointe : Annexe + courrier DRASSM + formulaire d'information Natura 2000.

Votre dossier de demande d'autorisation au titre des articles L. 214-1 à 6 du code de l'environnement, relatif au projet de mise en sécurité du port et de création d'une zone de mouillages organisés au port de l'Aiguade sur l'île du Levant, a été enregistré au guichet unique de la police de l'eau sous le numéro 83-2020-00145 à la date du 3 août 2020.

**Observations relatives à l'archéologie préventive :**

Dans le cadre de l'instruction de ce dossier, une demande de compléments a été formulée par le département des recherches archéologiques sub-aquatiques et sous-marines (DRASSM) par courrier du 14 septembre 2020. Vous trouverez ce courrier en pièce jointe. Je vous invite à y apporter les éléments de réponse appropriés.

**Observations relatives à la forme juridique prévue la zone de mouillage organisée :**

Concernant la domanialité liée à la question des mouillages, aucune demande d'instruction n'a été formellement remise au service chargé de la gestion du domaine public maritime naturel (DPMn). Toutefois, le dossier prévoit une zone de mouillages inscrite dans une extension portuaire. Or, une extension portuaire – et le transfert de gestion qui devra la précéder – ne sont pas les titres adaptés à cette partie du projet.

En effet, comme l'indique le dossier, le but recherché est, d'une part, de trouver une solution pour éviter le mouillage forain saisonnier sur l'herbier de posidonie, d'autre part, de s'assurer du respect de la réglementation sur la zone de mouillage.

Adresse postale : Préfecture – DDTM – SML CS 31 209 - 83070 TOULON CEDEX  
Accueil du public : 244 avenue de l'infanterie de marine à Toulon face aux pompiers  
Téléphone 04 94 46 83 83  
Courriel : ddtm-sml-bem@var.gouv.fr  
www.var.gouv.fr



Ces objectifs peuvent être atteints par la mise en œuvre d'une zone de mouillages et d'équipements légers (ZMEL), qui est l'outil adéquat.

L'occupation temporaire du DPMn, en dehors des limites administrative des ports, en vue de l'aménagement des ZMEL, est cadrée par les articles R2124-39 à 55 du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P). La stratégie de gestion des mouillages en Méditerranée française et ses fiches pratiques<sup>1</sup> donnent toutes les précisions utiles sur l'opportunité de retenir cette solution et sur les modalités de contrôle et de régulation des usages qui y sont associées. Je vous invite à vous y reporter.

En revanche, le recours à une démarche de cession du domaine public pour aboutir à une extension du périmètre portuaire est incompatible avec l'usage prévu. Elle est en contradiction notamment avec l'article L.2124-1 du CG3P indiquant : « *Les décisions d'utilisation du domaine public maritime tiennent compte de la vocation des zones concernées et de celles des espaces terrestres avoisinants, ainsi que des impératifs de préservation des sites et paysages du littoral et des ressources biologiques; elles sont à ce titre coordonnées notamment avec celles concernant les terrains avoisinants ayant vocation publique* ». Un tel transfert d'affectation ne peut être utilisé, selon la circulaire du 20 janvier 2012 relative à la gestion durable et intégrée du DPMn, « *que pour des parties du DPMn devant faire l'objet de travaux destinés à leur enlever le caractère de domanialité naturelle et à leur conférer un caractère de domanialité publique artificielle* ». Ces conséquences juridiques sont bien entendu contraires à l'objectif annoncé de préservation des herbiers de posidonies et de la qualité écologique de cet espace.

#### Décision :

Pour ces raisons, je prononce un avis défavorable à un transfert de gestion en vue d'une extension portuaire. Je vous propose en revanche d'étudier la faisabilité de réaliser une ZMEL pour répondre au besoin de régulation des mouillages de plaisance. À toute fins utiles, des possibilités d'accompagnement financier significatif peuvent être déclenchées pour la réalisation de ZMEL. Sur ce point également, je vous renvoie à la stratégie mouillage précitée pour plus de précisions.

De plus, je vous invite à prendre connaissance, en annexe, des autres observations formulées sur la recevabilité, et à y apporter les réponses attendues.

Je vous informe, par ailleurs, qu'en application de l'article L. 414-4-VIII du code de l'environnement, la Commission européenne doit être informée de l'incidence de votre projet sur les sites Natura 2000 "Rade d'Hyères" et "îles d'Hyères". Cette information sera faite par les services de la DREAL PACA à l'aide du formulaire ci-joint qu'il vous appartient de renseigner au plus tôt. En effet, cette saisine à titre informatif devra se faire après l'autorisation du projet mais avant sa réalisation et la mise en œuvre de ses mesures compensatoires.

Vous voudrez bien me faire parvenir le dossier modifié et complété en 4 exemplaires papier et sous format électronique dans un délai de trois mois.

En application de l'article R. 181-16 du code de l'environnement, le délai d'examen de ce dossier est suspendu à compter de l'envoi de la présente demande de régularisation jusqu'à la réception de la totalité des éléments nécessaires.

La DDTM, en charge de l'instruction de ce dossier, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Le préfet

Evence RICHARD

1 [http://www.dirm.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/dirm\\_me\\_d\\_brochure\\_strate\\_gie\\_mouillages\\_annexes\\_030320.pdf](http://www.dirm.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/dirm_me_d_brochure_strate_gie_mouillages_annexes_030320.pdf)



**Autorisation Environnementale au titre des articles L. 181-1 et suivants du code de l'environnement**  
**Mise en sécurité du port et création d'une zone de mouillage organisée port de l'Aiguade- île du**  
**Levant**  
**n° MISEN : 83-2020-00145 – ANNEXE A LA DEMANDE DE COMPLÉMENTS**

Réf.	Observations	Actions attendues
§3.6.2 p161 pièce 2	<b>Caulerpa Cyllindracea</b> La présence de Caulerpa cylindracea est avérée sur l'ensemble du site.	Compléter le dossier en indiquant le protocole envisagé pour éviter la dissémination de la Caulerpa cylindracea lors des travaux.
§2.9.4 p42 pièce 2	<b>Nuisances acoustiques</b> Il est prévu de forer des pieux.	Le suivi en phase travaux doit inclure un hydrophone permettant de suivre en temps réel les vibrations et d'adapter le protocole de surveillance. La mesure de réduction « MR5 » consistant à la mise en place d'un protocole d'effarouchement de la faune marine pourrait constituer par elle-même une action de dérangement intentionnel d'espèces protégées. Le Parc National estime que cette mesure qui ajoute de la nuisance à la nuisance est contre-productive et suggère de s'abstenir de la mettre en œuvre.
	<b>Justification du projet</b> Il n'y a pas de site à enjeu identifié dans la stratégie mouillage au niveau du port de l'Aiguade, ni d'impact identifié dans Medtrix.	Justifier la compatibilité du projet avec la stratégie mouillage, en particulier en présentant les éléments de connaissance de l'état des fonds marins. Pour compléter l'état des lieux et démontrer la pertinence du projet, le maître d'ouvrage doit s'appuyer sur les fiches pratiques annexées à la stratégie mouillage (fiche 6 : prise en compte de l'environnement et du paysage pour l'état initial, l'élaboration, le dimensionnement, l'installation et le suivi de ZMEL).
§5.5.3.3 p163 pièce 2	<b>Destruction d'espèce protégée - Procédure</b> Environ 5 m <sup>2</sup> d'herbiers de posidonies seront détruits.	Déposer un dossier de demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées (CERFA 13616*01)
p194 pièce 2	<b>Impacts indirects sur l'herbier</b> Des impacts indirects sur l'herbier peuvent être générés par une modification des conditions hydro sédimentaires.	Les conditions peuvent être modifiées potentiellement sur 2 secteurs : <ul style="list-style-type: none"> <li>- A proximité immédiate du tenon nouvellement construit où certains herbiers sont présents ;</li> <li>- Au fond du port où un mélange de matte morte, feuilles de posidonie et sable sont présents.</li> </ul> <p>Il est précisé que les impacts indirects sur l'herbier sont négligeables, au motif que les conditions hydro sédimentaires ne seraient que légèrement modifiées. Or cette conclusion se base sur les conclusions de l'étude BRLi et des résultats du modèle Telemac 2D.</p> <p>Il convient de préciser les limites du modèle (marge d'erreur), et les paramètres d'entrée terrain ayant permis de calibrer le modèle.</p>

Réf.	Observations	Actions attendues
§5.5.4 p163 pièce 2	<p><b>Paysage</b>  <u>Concernant la zone de mouillages</u>            Sur le plan des enjeux paysagers, l'implantation des bouées en forme de quadrillage quasi-parfait participera inévitablement au renforcement du caractère artificiel de l'aménagement. Par ailleurs, le parti d'aménagement prévu ne paraît pas prendre en compte de manière satisfaisante la préservation des perspectives paysagères depuis les espaces terrestres. Par exemple la présence de dispositifs au droit de la plage des Grottes constitue une barrière visuelle susceptible d'occulter pour tout ou partie la ligne d'horizon.</p>	<p>La préservation des cônes de vue depuis les points stratégiques du rivage est une condition minimale de réussite de l'insertion paysagère du projet.</p> <p>L'étude d'impact minimise les effets négatifs sur le paysage. Contrairement à ce qui est indiqué, cet aménagement aura des effets notables et indésirables sur le paysage depuis le littoral de l'île, depuis ces points hauts et depuis le plan d'eau. Pour l'élaboration de ce projet il est nécessaire de se référer à la stratégie méditerranéenne de gestion des mouillages petites et grandes plaisances, et notamment à la fiche pratique concernant la prise en compte du paysage dans l'aménagement d'une ZMEL. En l'état le projet comprend la mise en place de 45 bouées, dont l'implantation est organisée selon une trame rectiligne sans aucun espace de respiration. Ce modèle nie complètement le paysage de l'île. Des perspectives sur le large sont à maintenir en fonction du relief de l'île, des débouchés des vallons, des plages, et des zones particulièrement fréquentées.</p> <p>Pour cela, une étude paysagère qualitative, qui fasse état des points de vue remarquables à préserver et qui préconise une organisation adaptée des mouillages n'anthropisant pas davantage le plan d'eau, doit être présentée. Le caractère "naturel" de cet espace est à préserver et l'organisation du mouillage doit faire l'objet d'un travail fin à l'échelle du site.</p> <p>Concernant cette notion d'échelle et de capacité de charge d'un tel dispositif, un avis négatif est formulé. Le nombre de bouées envisagées est bien trop élevé pour le seul site concerné qui créera une sensation de saturation visuelle. (voir également les remarques ci-après sur le dimensionnement)</p>
	<p><u>Concernant l'aménagement du port</u>            La sécurisation du port nécessite l'aménagement de la digue existante, la création d'un tenon à l'extrémité de cette digue et la création d'un nouveau quai RO-RO pour l'accostage des navettes. Ces travaux n'ont pas été conçus dans le cadre d'un plan d'aménagement d'ensemble.</p> <p>La réalisation d'un plan guide à l'échelle du site portuaire permettrait en effet d'envisager ces travaux dans leur ensemble et de mener</p>	<p>Une étude paysagère est préconisée sur ce secteur, dont l'objectif serait d'intégrer ces travaux en cohérence avec l'existant et dans le cadre d'une programmation plus ambitieuse. Les documents transmis dans le dossier ne permettent pas d'aboutir à un avis positif et nous émettons des réserves, non pas sur la nature des constructions mais sur leur insertion avec le site et leur rendu esthétique. Le dossier d'étude d'impact précise que les mesures d'insertions paysagères concernant la nature et les caractéristiques esthétiques des matériaux mis en œuvre seront intégrées au dossier de consultation des entreprises en charge de la réalisation de ces travaux. Nous demandons à ce que cette réflexion soit menée en amont et face l'objet d'un travail concerté dès à présent.</p>

Réf.	Observations	Actions attendues
	cette opération dans un cadre plus ambitieux avec des objectifs de qualité qui répondraient à la valeur exceptionnelle qu'offre le paysage de l'île. Le port, comme porte d'entrée de l'île joue ce rôle de vitrine et ses qualités en matière d'espace public devraient être une priorité.	
§2.8.9 p41 pièce 2	<b>Conflits d'usages</b> Le projet d'extension portuaire couvre une partie de la zone interdite aux engins motorisés (ZIEM) et entre ainsi en conflit avec le plan de balisage actuel de la commune. Par ailleurs, des zones d'interdiction de mouillage sont envisagées pour éviter les effets reports.	Les zonages prévus pour l'interdiction de mouillage qui viendraient en complément de la zone de mouillage doivent être justifiés et identifiés plus précisément, et faire l'objet d'une concertation avec la préfecture maritime afin de vérifier leur pertinence et la faisabilité de leur mise en œuvre.  L'ensemble des conflits potentiels avec le plan de balisage communal doivent être vérifiés et résolus.
§1.2.8 p9 pièce 2	<b>Commission nautique</b> Une grande commission nautique (GCN) a été réunie le 26 juin 2019 sur la partie mise en sécurité des infrastructures portuaires, et a émis un avis favorable assorti de prescriptions relatives à la sécurité de la navigation.	En complément, le volet « organisation des mouillages », qui n'avait pas été examiné lors de la GCN, devra faire l'objet d'une commission nautique locale (CNL).
§2.4 p34 pièce 2	<b>Enlèvement des corps morts</b> L'opération prévoit de supprimer les encombrants qui parsèment les fonds marins de l'aire du projet, notamment l'épave du <i>Benzène</i> et de nombreux corps morts.	Sur ce dernier point, il convient de s'interroger sur la systématisation du retrait de ces corps morts. En effet, pour les plus anciens, potentiellement ensouillés voire recolonisés par l'herbier, le retrait pourrait conduire à un résultat contre-productif. Il y a donc lieu de les traiter au cas par cas en tenant compte de l'état de reconquête des milieux au point de contact avec ces corps morts (sans toutefois remettre en question la sécurité de la navigation).
§5.7.2 pièce 1	<b>Dimensionnement :</b> La capacité de la zone de mouillage prévue couvre quasiment le pic de fréquentation (88% des jours de juillet-août). L'étude de fréquentation menée en juillet/août 2018 indique 2 pics de 55 et 54 bateaux	Les choix du dimensionnement du projet d'organisation des mouillages dans cette zone devront être justifiés, cohérents avec les fiches pratiques annexées à la stratégie mouillage et déterminés à l'issue d'études géotechniques et paysagères. Le dossier ne donne pas suffisamment d'éléments pour justifier la pertinence du dimensionnement et les tailles de navires retenues. Le nombre de 45 bouées est surdimensionné, au vu des quelques données fournies.

Réf.	Observations	Actions attendues
p142 pièce2	<p>constatés au plus fort de l'occupation du plan d'eau. La moyenne mensuelle la plus élevée se situe en août 2018 avec 32 bateaux par jour.</p> <p>Par ailleurs, il est indiqué que 60 % des postes d'amarrage sont réservés pour le passage. Cela correspond, sur le total des 45 postes prévus à 27 postes de passage et 18 postes fixes. Cette répartition n'est pas appuyée par des données ou études spécifiques.</p> <p>Enfin, le projet de dimensionnement prévoit 5 postes réservés à des navires d'une longueur allant jusqu'à 25 m.</p>	Le pétitionnaire est invité à se reporter aux fiches annexées à la stratégie mouillage qui précisent les informations attendues et renseigne sur la démarche de dimensionnement.
§5.2.4.3 p31 pièce1	<p><b>Gestion des sédiments</b></p> <p>Il est prévu l'extraction de 1000 m3 de sédiments.</p>	Privilégier une filière de valorisation pour la gestion des sédiments. Le cas échéant, justifier l'impossibilité de cette option.
§7.5.5 p234 pièce2	<p><b>Suivis environnementaux</b></p> <p>Le dossier indique qu'un suivi environnemental sera réalisé en phase exploitation sur la zone de mouillage.</p>	Confirmer qu'un suivi environnemental sera également mis en place dans et à proximité de l'enceinte portuaire actuelle.



# MINISTÈRE DE LA CULTURE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction  
générale  
des Patrimoines

Département  
des Recherches  
Archéologiques  
Subaquatiques et  
Sous-Marines

Affaire suivie par  
Marine SADANIA  
marine.sadania@culture.gouv.fr

Poste  
04 91 14 09 56

Références  
Dp 1584

000799

DRASSM  
147, plage de l'Estaque  
13016 MARSEILLE  
(France)

Tél. +33 (0)4 91 14 28 00  
Fax +33 (0)4 91 14 28 14  
le-drassm@culture.gouv.fr

**Michel L'HOUE**

Conservateur Général du Patrimoine  
Directeur du DRASSM

à

**Direction départementale des territoires et de la  
mer du Var**

Service Mer et Littoral

Bureau environnement marin

À l'attention de Madame Vanessa GROSSO

Boulevard du 112<sup>ème</sup> Régiment d'Infanterie  
CS 31 209

83070 TOULON CEDEX

Marseille, le 14 septembre 2020

**Objet : Avis du DRASSM au titre de l'archéologie préventive concernant le projet de mise en sécurité du port de l'Aiguade (Île du Levant) et la création d'une zone de mouillages organisés – île du Levant – commune de Hyères N°MISEN 83-2020-00145/A563.**

En application des dispositions du code du patrimoine, Livre V, Titre II, relatives à l'archéologie préventive, j'accuse réception du dossier de demande d'autorisation environnementale le 18 août 2020.

Le projet décrit la réalisation de travaux de mise en sécurité du port avec la dépose de la digue nord et de l'épave du *Benzène*, puis la reconstruction de cette digue et l'ajout d'un tenon, dit tenon-ouest. Parallèlement ce projet présente également la création d'une zone de mouillages organisés.

L'archipel des îles d'Hyères dont fait partie l'île du Levant constitue une aire maritime très fréquentée. Dès l'Antiquité, l'île de Levant que l'on retrouve sous le nom *Hypaea* est occupée par l'Homme. Les gisements antiques sur l'île sont assez nombreux et attestés dès le VI-V<sup>e</sup> siècle av. J.-C. En outre, plusieurs navires ont fait naufrage autour de l'île dont certains ont d'ores et déjà fait l'objet d'études notamment l'épave de la *Slava Rossii* (1780) ou encore du Titan (I<sup>er</sup> av. J.-C.). Ainsi une cinquantaine d'entités archéologiques sont référencées dans la carte archéologique nationale (partie terrestre et DPM).

Compte-tenu de l'intensité de l'activité maritime, attestée à différentes périodes, dans ce secteur, celui-ci est susceptible de receler des épaves et/ou des vestiges de toutes natures relevant du statut juridique des biens culturels maritimes.

Au regard de ce fort potentiel archéologique, de la demande présentée et au vu des informations fournies, le ministère de la Culture est susceptible de prescrire un diagnostic archéologique qui comprendrait plusieurs tranches. Une première tranche serait dédiée à la réalisation d'une étude documentaire exhaustive qui aurait pour vocation de rassembler et d'analyser toutes les sources d'informations existantes (textuelles, iconographiques et archéologiques) sur l'île du Levant. Une seconde tranche serait consacrée à l'étude et la documentation des navires servant de brise-

lames notamment l'épave du *Polyphème* et l'épave du *Benzène* (EA 817). Une étude ciblée sera à réaliser sur l'épave du *Benzène* avant sa destruction totale et notamment une couverture photographique aérienne et sous-marine, ainsi qu'une documentation et un suivi du chantier de déconstruction du navire. Une troisième tranche serait consacrée à la réalisation d'une prospection visuelle sur l'ensemble des zones impactées comprenant le port de l'Aiguade et la future zone de mouillages organisés. Enfin une dernière tranche viserait la réalisation de sondages archéologiques, permettant de déterminer et de caractériser les potentiels vestiges archéologiques conservés dans l'emprise du projet.

Ces prescriptions seront naturellement susceptibles d'évoluer en fonction de la nature précise des aménagements.

C'est pourquoi, en vue de finaliser l'instruction de ce dossier au titre de l'archéologie préventive (code du patrimoine, Livre V, Titre II), il conviendrait que l'aménageur nous apporte des compléments d'information concernant ces travaux.

L'aménageur a-t-il réalisé des carottages dans la zone portuaire du port de l'Aiguade ainsi que dans la zone de mouillages organisés ?

Concernant la zone de mouillages organisés, l'aménageur a-t-il prévu une couverture magnétométrique du secteur impacté afin de cartographier les potentiels éléments métalliques qui pourraient s'y trouver ?

Par ailleurs, nous aurons également besoin de connaître la superficie exacte et les coordonnées de l'emprise du projet dans le domaine public maritime et de disposer d'un fichier au format shapefile reprenant ces coordonnées, dans l'idéal en WGS 84 (transmission possible via un envoi numérique aux adresses mails suivantes : [archeologie.dpm@culture.gouv.fr](mailto:archeologie.dpm@culture.gouv.fr) et [marine.sadania@culture.gouv.fr](mailto:marine.sadania@culture.gouv.fr)).

Enfin, vous pouvez d'ores et déjà informer l'aménageur, qu'en application de l'article R.523-14 du code du patrimoine, il peut réaliser une demande anticipée de diagnostic archéologique lui permettant en principe de mieux maîtriser les délais liés à l'archéologie préventive. L'aménageur peut ainsi directement saisir, par courrier, le directeur du Drassm, et transmettre un dossier comprenant les éléments cités dans l'article R.523-12 du code du patrimoine. En suivant ce dispositif, l'aménageur s'engage ainsi à payer la redevance d'archéologie préventive.

Je signale que les travaux affectant le sous-sol sur une superficie supérieure ou égale à 3000 m<sup>2</sup> sont soumis à la perception d'une redevance d'archéologie préventive, en application des articles L. 524-1 à 16 du code du patrimoine, redevance qui s'élève aujourd'hui à 0,56 centimes par mètre carré.

Le Drassm reste à votre écoute pour toute précision concernant notamment le dispositif lié à l'archéologie préventive en mer.

Copies :  
Préfecture maritime Méditerranée  
Parc national de Port-Cros

Le directeur du Département des Recherches  
Archéologiques Subaquatiques et Sous-Marines

**Michel L'HOUR**

**ANNEXE III**

**Formulaire à utiliser pour informer la Commission européenne  
conformément à l'article 6, paragraphe 4**

État membre:

Date:

**Transmission d'informations à la Commission européenne  
conformément à l'article 6 de la directive «Habitats»  
(92/43/CEE)**

Documentation soumise pour

☐ information ☐ avis  
(article 6, paragraphe 4, premier alinéa)  
(article 6, paragraphe 4, deuxième alinéa)

Autorité nationale compétente:

Adresse:

Personne de contact:

Téléphone/télécopieur/adresse électronique:

La notification contient-elle des informations sensibles? Dans l'affirmative, veuillez préciser et justifier.

<b>1. PLAN OU PROJET</b>
--------------------------

Nom du plan/projet:

Promoteur:

Résumé du plan ou projet ayant une incidence sur le site:

Description et localisation des éléments et des actions du projet ayant une incidence potentielle et identification des zones concernées (joindre des cartes):



## 2. ÉVALUATION DES EFFETS NÉGATIFS<sup>67</sup>

Nom et code du/des site(s) Natura 2000 touché(s):

Le site en question:

est une ZPS au titre de la directive «Oiseaux»      est un SIC/une ZSC au titre de la  
directive «Habitats»  
☐ abrite un habitat/une espèce prioritaire  
☐ abrite des habitats/espèces prioritaires qui

sont touchés

Objectifs de conservation du site et principaux éléments contribuant à l'intégrité du site:

Habitats et espèces qui seront touchés (par exemple, indiquer leur représentativité, le cas échéant leur état de conservation, conformément à l'article 17, aux niveaux national et biogéographique, et leur degré d'isolement, ainsi que leurs rôles et leurs fonctions au sein du site en question).

Importance du site pour les habitats et les espèces qui seront touchés (par exemple, expliquer le rôle du site au sein de la région nationale et biogéographique et dans la cohérence du réseau Natura 2000).

Description des effets négatifs anticipés (perte, détérioration, perturbation, effets directs et indirects, etc.); ampleur des effets (superficie de l'habitat et nombre d'espèces ou zones d'occurrence touchées par le projet); importance et magnitude (par exemple, compte tenu de la zone ou de la population touchée par rapport à la superficie totale et à la population présente sur le site, et si possible dans le pays) et localisation (joindre des cartes).

Effets cumulatifs potentiels et autres incidences susceptibles de survenir en raison de l'action combinée du plan ou du projet évalué et d'autres plans ou projets.

Mesures d'atténuation incluses dans le projet (indiquer leurs modalités de mises en œuvre et la façon dont elles éviteront ou réduiront les effets négatifs sur le site).

<sup>67</sup> Remarque: la réponse doit être axée sur les effets négatifs anticipés sur les habitats et les espèces qui ont motivé la proposition du site aux fins du réseau Natura 2000. Indiquer toutes les informations susceptibles d'être pertinentes pour chaque cas, en fonction des incidences recensées pour les espèces et les habitats touchés.

### 3. SOLUTIONS ALTERNATIVES

Identification et description des solutions alternatives envisageables, y compris l'option zéro (indiquer comment ces solutions ont été identifiées ainsi que la procédure et les méthodes utilisées)

Évaluation des solutions alternatives prises en considération et justification de l'option choisie (raisons pour lesquelles les autorités nationales compétentes ont conclu à l'absence de solutions alternatives)

#### 4. RAISONS IMPÉRATIVES D'INTÉRÊT PUBLIC MAJEUR

Raisons pour lesquelles il convient d'exécuter ce plan ou ce projet malgré ses effets négatifs

- raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique (en l'absence d'habitats/espèces prioritaires)
- santé humaine
- sécurité publique
- conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement
- autres raisons impératives d'intérêt public majeur

Description et justification des raisons et de leur nature impérative<sup>68</sup>:

---

<sup>68</sup> Différents niveaux de détail peuvent être requis en fonction de la nature de la notification (information ou opinion).

## 5. MESURES COMPENSATOIRES<sup>69</sup>

Objectifs, éléments cibles (habitats et espèces) et processus/fonctions écologiques à compenser (raisons pour lesquelles ces mesures sont propres à compenser les effets négatifs)

Ampleur des mesures compensatoires (superficies et effectifs des populations)

Identification et localisation des zones de compensation (joindre des cartes)

Statut et conditions antérieurs dans les zones de compensation (habitats existants et leur état de conservation, type de terrain, utilisations actuelles des terres, etc.)

Résultats escomptés et explication de la façon dont les mesures proposées compenseront les atteintes à l'intégrité du site et permettront de préserver la cohérence du réseau Natura 2000

Calendrier pour l'exécution des mesures compensatoires (y compris la mise en œuvre à long terme), avec indication de l'échéance pour laquelle les résultats escomptés seront atteints.

Méthodes et techniques proposées pour l'exécution des mesures compensatoires, évaluation de leur faisabilité et de leur efficacité potentielle

Coûts et financement des mesures compensatoires proposées

Entité(s) responsable(s) de l'exécution des mesures compensatoires

Surveillance des mesures compensatoires, lorsque cela est prévu (par exemple, s'il subsiste des incertitudes quant à l'efficacité des mesures), évaluation des résultats et suivi

---

<sup>69</sup> Différents niveaux de détail peuvent être requis en fonction de la nature de la notification (information ou opinion).

Toulon, le 21 OCT. 2021

Hubert FALCO  
Président de Toulon Provence Méditerranée

à

Monsieur le Directeur du Département  
des Recherches Archéologiques Subaquatiques  
et Sous-Marines  
147, plage de l'Estaque  
13016 MARSEILLE

**Direction Générale des Services**  
Valérie PAECHT  
Directeur Général des Services

**Aménagement, Ports, Mobilités et Energies**  
Alexis VILLEMIN  
Directeur Général Adjoint des Services

**Direction des Ports**  
Jean-Philippe LE FUR  
Directeur  
*2021/N° 246*  
Affaire suivie par :  
Christophe LAMBERT  
[clambert@metropoletpm.fr](mailto:clambert@metropoletpm.fr)  
06 17 55 61 08

**OBJET :** Mise en sécurité du port de l'Aiguade du Levant à Hyères.

**V/REF :** Votre lettre DP 1584/0007999 du 5 août 2021.

**PJ :** Demande de diagnostic archéologique anticipé.

Monsieur le Directeur,

Je fais suite à notre demande de diagnostic archéologique anticipé du 3 juin dernier et aux échanges entre nos services sur le projet cité en objet. La consultation pour un maître d'œuvre des travaux est en cours. Les études démarreront début 2022. Les travaux sont envisagés à partir de janvier 2023.

Dans l'état actuel du dossier, les éléments que nous pouvons porter à votre connaissance suivent.

1. Le quai Ro-Ro

Le quai Ro-Ro serait composé d'un terre-plein de 15 m par 8 m, d'un quai de 20 m de long pour 3 m de large, en prolongement du terre-plein existant, et d'un duc d'Albe de 3 m par 3 m.

Le terre-plein serait constitué d'un caisson bois béton préfabriqué, posé sur un béton de propreté, lui-même posé sur un lit de ballast. La souille correspondante aura une longueur de 8m, une largeur d'environ 12 m et une profondeur d'environ 80 cm.

Le quai et le duc d'Albe seraient en béton, posés sur des pieux fondés sur des semelles superficielles, par l'intermédiaire de massifs ancrés de 50 cm dans le substratum rocheux existant. Les souilles correspondantes seront circulaires, d'un diamètre d'environ 80 cm et une profondeur d'environ 50 cm. Elles seront au nombre de 6 pour le quai lui-même et de 4 pour le duc d'Albe.

## 2. Le tenon

Le tenon serait composé d'un caisson préfabriqué de 34 m de long et de 8 m de large, en prolongement de la digue en enrochements. La souille correspondante aura une longueur de 35 m, une largeur de 9 m et une profondeur variable entre 0 et 90 cm.

## 3. La digue

La digue sera complétée en hauteur et en largeur. Sa mise en œuvre ne nécessiter pas de souilles mais son emprise au sol sera augmentée, d'environ 3 m à l'extérieur du bassin portuaire et d'environ 5 m à l'intérieur du bassin.

La superficie impactée par le projet dans le domaine public maritime est estimée à environ 4 000 m<sup>2</sup>. La Métropole devra donc verser la redevance d'archéologie préventive.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur des Ports



Copie DDTM

Dp  
Façade : / Départ :  
Demande arrivée le :

## DEMANDE ANTICIPÉE DE PRESCRIPTION DE DIAGNOSTIC ARCHÉOLOGIQUE DANS LE DOMAINE PUBLIC MARITIME

Je soussigné(e),

Hubert FALCO, Président

représentant légal de Métropole Toulon Provence Méditerranée

demande de manière anticipée, la prescription d'un diagnostic archéologique, sans attendre la fin de l'instruction préalable aux travaux, conformément au code du patrimoine (article R523-14):

### Coordonnées des sommets de la zone :

(Fichier shape à fournir par voie numérique en WGS84 prioritairement, ou en Lambert93 éventuellement)

(Joindre une de carte SHOM ou de référence avec limite du domaine public maritime, et un tableau de coordonnées)

Tenon et digue : 43.015895/6.4339935, 43.015746/6.433436, 43.015356/6.433594, 43.015417/6.433812, 43.015572/6.434120, 43.015721/6.434120

Quai RoRO : 43.015423/6.434300, 43.015219/6.433975, 43.015126/6.434026, 43.015283/6.434447

Les fichiers shape ont été envoyés par mail le 22/09/2021

Superficie impactée dans le domaine public maritime : 4 000 m<sup>2</sup>

### Coordonnées du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre :

(identité, adresse, tél)

Métropole Toulon Provence Méditerranée  
107 Boulevard Henri Fabre CS 30536  
83041 Toulon Cedex 9 tel 04 83 24 30 12  
N° SIRET (facultatif) : 24830054300217

Maître d'œuvre en cours de désignation

### Coordonnées du bureau d'étude :

GALATEA, Actipark2, Bat A, Chemin Saint- Lambert, 13821 La Penne sur Heveaune, tel 04 86 77 78 30

### Nature et description des travaux projetés :

Mise en sécurité du port de l'Ayguade du Levant à Hyères (83)

Modification de la digue et création d'un tenon, création d'un quai RoRO

### Moyens techniques mis en œuvre :

fondations sur pieux, barges

### Calendrier des travaux :

de janvier 2023 à décembre 2023

### Superficie déclarée comme base pour la redevance d'archéologie préventive :

4 000 m<sup>2</sup>

Je soussigné(e), certifie l'exactitude des renseignements ci-dessus apportés.

Date et signature

Cachet

  
Pour le Président  
Par délégation  
Le Directeur des Ports  
Jean-Philippe LE FUR

## Diagnostic archéologique D141244

Projet de mise en sécurité du port de l'Aygade (Île du Levant)

# Projet scientifique d'intervention

Version modifiée au 10 mars 2022

## 1.- Identification administrative de l'opération

Région	PACA	Département	Var
Commune	Hyères		
Lieu-dit	Projet de mise en sécurité du port de l'Aygade (Île du Levant)		
Cadastre	Hyères		

Prescription	N° Arrêté	Réception	Surface	Attribution	Envoi projet
Initiale	2021-368 du 4/11/2021	05-11-2021	2000 m²	05/11/2021	19/01/2022
Modification					14/03/2022

Contexte actuel	Sous-marin	Contexte particulier	portuaire
Nature archéologique	Stratifié		

## 2.- Problématique scientifique

Le diagnostic archéologique est motivé par le projet de mise en sécurité du port de l'Aygade de l'île du Levant, où il est projeté notamment l'effacement des brises lames constitués de restes d'épaves et la création d'un quai ro-ro. Cet aménagement, qui se situe dans une zone sensible d'un point de vue archéologique étant donnée la place de l'île du Levant dans les échanges maritimes, toutes période confondues, est susceptible d'impacter des biens culturels maritimes.

La prescription de diagnostic comprend trois tranches :

- Tranche 1 : Réalisation d'une étude documentaire
- Tranche 2 : Réalisation d'une prospection et de sondages archéologiques
- Tranche 3 : Rédaction du rapport d'opération

### • Profil du responsable d'opération :

Spécialité : Généraliste

## 3.- Contraintes techniques

La zone prescrite se situe sur la face occidentale de l'île du Levant, au sud de la zone civile, Héliopolis, et à la limite de la zone militaire interdite au public. L'accès au secteur, que ce soit par voie maritime depuis le continent, ou depuis la terre côté civil, est très peu aisé. L'acheminement, le stockage, et la mobilisation sur place des éléments techniques nécessaires à l'opération est une contrainte forte qui risque de limiter les possibilités d'intervention.

## 4.- Méthodes et techniques envisagées



Tranche 1 : L'étude documentaire visera à collecter les informations disponibles sur l'espace concerné par la prescription et contenues dans les archives historiques, les publications, et les rapports d'opérations archéologiques.

Tranche 2 : Pour la prospection, les plongeurs procéderont par une progression en lignes droites successives espacées de 1 à 5 mètres en fonction de la visibilité, pour réaliser une prospection visuelle exhaustive sur l'ensemble de l'emprise. Chaque vestige découvert sera marqué au moyen d'un flotteur, relevé au moyen d'un GPS et sera documenté.

Deux sondages de 1x1 m seront implantés à l'emplacement du futur quai « ro-ro » ainsi qu'à celui du « tenon ». Ils auront pour objectif de localiser et de documenter d'éventuels vestiges archéologiques conservés en stratigraphie. Les sondages seront documentés (croquis, coupes, photographies) avant d'être rebouchés. Le choix de l'implantation des sondages bénéficiera de l'apport de l'étude documentaire et de la prospection réalisée.

La réalisation du relevé au moyen d'un drone des restes de l'épave du Benzène sera soumise à l'autorisation de vol des autorités militaires de l'île. Les prises de vue serviront à réaliser une ortho-image et un Modèle numérique de terrain.

Tranche 3 : Les données issues des différentes tranches seront organisées et présentées de façon cohérente, en mettant en avant une analyse argumentée des résultats du diagnostic, en vue de répondre aux problématiques de la prescription.

## 5.- Volume des moyens prévus (en jours)

	Préparation	Terrain	Etude	Opération
<b>T1 - étude documentaire</b>				
RO	1 J		5 J	6 J
<b>T2 -Terrain</b>				
RO	2 J	8 J	10 J	20 J
COH	1	8	1	10 J
Technicien Spécialisé (plongeurs)		16 J	2 J	18 J
Spécialiste			5	5
PAO-DAO		J 2	J	2 J
<b>Totaux</b>	<b>4 J</b>	<b>32 J</b>	<b>25 J</b>	<b>61 J</b>

### • Moyens particuliers

Terrain	Etude
T2 : l'accès au site sera réalisé soit quotidiennement depuis le continent par navette maritime, soit depuis la terre si une solution d'hébergement des agents a pu être trouvée. Une embarcation de sécurité présente sur zone permettra de sécuriser la zone pour l'intervention des agents. Les plongées seront réalisées en scaphandre autonome. Les sondages seront fouillés au moyen d'aspirateur à sédiments alimentés depuis la surface par une motopompe.	

## 6.- Délais de réalisation

<b>Préparation</b>	2 jours	<b>Terrain</b>	8 jours	<b>Etude</b>	17 jours
<b>Remise rapport</b>	3 mois après la fin de la phase terrain				

## 7.- Observations complémentaires

--

---

<b>Responsable du Pôle Subaquatique</b>
<b>FONTAINE, Souen</b>